

**CONVENTION D'UTILISATION RECIPROQUE
DES INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES ET DEPARTEMENTALES
SUR LA COMMUNE DE GRASSE**

ENTRE :

Le Département des Alpes-Maritimes, représenté par son Président en exercice, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, boulevard du Mercantour, BP 3007- 06201 NICE Cedex 3, agissant en vertu de la délibération du Conseil départemental n° 5 en date du 1^{er} juillet 2021, ci-après dénommé "le Département",

ET :

La Commune de Grasse, représentée par son Maire en exercice, domicilié en cette qualité à l'Hôtel de Ville Place du petit puy – B.P. 12069, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du, ci-après dénommée « la Commune »,

ET :

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président en exercice, domicilié en cette qualité 57 avenue Pierre Sémar – B.P. 91015, 06131 GRASSE Cedex, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire en date du, ci-après dénommée « la Communauté »,

ET :

Le Collège Canteperdrix à Grasse, représenté par son Chef d'établissement en exercice, domiciliée en cette qualité, avenue de la Victoire du 8 mai 1945 – B.P 77709, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

Le Collège Carnot à Grasse, représenté par son Chef d'établissement en exercice, domicilié en cette qualité, boulevard Carnot – B.P. 28829, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

Le Collège Les Jasmins Sainte Marguerite à Grasse, représenté par son Chef d'établissement en exercice, domicilié en cette qualité, 5 chemin Sainte Marguerite, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

Le Collège Saint Hilaire à Grasse, représenté par son Chef d'établissement en exercice, domicilié en cette qualité, 26 rue de l'ancien palais de justice, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

Le Collège Arnaud BELTRAME à Pégomas, représenté par son Chef d'établissement en exercice, domiciliée en cette qualité, 212, avenue de Cannes, RD 9, 06580 PEGOMAS, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

L’Institut Fenelon à Grasse, représenté par son Chef d’établissement en exercice, domicilié en cette qualité, 7 avenue Yves Emmanuel Baudouin, 06130 GRASSE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du.....

ci-après dénommés « les Collèges »,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIVIT :

Sur la commune de Grasse, le Département est propriétaire des gymnases des collèges Canteperdrix, Les Jasmins et Saint-Hilaire. Ces installations sont mises à la disposition de la Commune, hors temps scolaire.

La Commune est propriétaire de nombreuses installations sportives dont cinq stades, une salle omnisport et un trinquet (salle pelote basque) qui sont mises à la disposition des cinq collèges, pendant le temps scolaire.

La Communauté est propriétaire de la piscine Harjès utilisée par les collégiens pendant le temps scolaire.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques, juridiques et financières d'utilisation réciproque des installations détaillées à l'article 2 de la présente convention. Les installations sportives sont mises à disposition conformément aux articles L 212-15 et L 214-4 du code de l'éducation.

ARTICLE 2 : Étendue de la mise à disposition réciproque

La Commune pourra utiliser dans les périodes définies à l'article 3 les installations suivantes des Collèges afin d'organiser des activités et des manifestations sportives qui devront être exclusivement compatibles avec la nature et l'aménagement des locaux :

- gymnase Canteperdrix, de type C, les vestiaires et le plateau sportif
- gymnase des Jasmins, type B,
- gymnase Saint Hilaire, type B.

En contrepartie, les Collèges grassois pourront utiliser :

- les stades de La Paoute, du Plan, Perdigon, La Bastide, Jean Girard
- la piscine Harjès mise également à disposition du collège BELTRAME de Pégomas,
- la salle omnisport,
- le trinquet (salle pelote basque).

ARTICLE 3 : Modalités d'occupation des gymnases départementaux

L'usage des gymnases est réservé en priorité aux Collèges pendant le temps scolaire, y compris dans le cadre de l'accompagnement éducatif. L'usage des gymnases sera réservé à la Commune et aux associations dûment autorisées par celle-ci et sous son contrôle, hors temps scolaire.

A titre informatif, l'occupation est définie de la manière suivante :

1/ Utilisation par le Collège pendant le temps scolaire :

- les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h à 17h,
- les mercredis de 8h à 12h.

2/ Utilisation par la Commune hors temps scolaire :

- des lundis aux vendredis de 17h à 23h,
- les samedis, les dimanches et jours de vacances scolaires de 8h à 23h.
(La fin des activités : 22h30 et la fermeture des gymnases : 23h).

Concernant les prochaines rentrées scolaires, les plannings seront définis en concertation entre les parties et transmis au Département selon les modalités de l'article 4 ci-dessous.

Pour chaque association utilisatrice, la Commune communiquera aux Collèges concernés et au Département le nom des personnes responsables de l'utilisation des locaux et des équipements qui seront en fonction dans les gymnases pendant la totalité du temps d'utilisation par l'association.

ARTICLE 4 : Généralités sur les modalités d'occupation réciproque

Les horaires d'utilisation des installations visées à l'article 2 sont établis chaque année au mois de juin, pour l'année scolaire suivante et ajustées en début d'année scolaire au regard notamment du programme pédagogique, en concertation entre les représentants de la Commune et du Collège. Les plannings d'occupation sont transmis pour information au Département.

En cas de force majeure ou de nécessité exprimée par la Commune, la Communauté ou par le Département, selon un délai de prévenance d'un mois, les installations communales, intercommunales et départementales pourront être exceptionnellement occupées par leurs propriétaires sur les créneaux mis à disposition. La convention n'oblige pas les parties à proposer une solution de substitution.

Préalablement à l'utilisation des locaux communaux, intercommunaux et départementaux, la Commune et les Collèges qui encadrent les activités auront :

- pris connaissance des règlements intérieurs de chaque équipement cité à l'article 2, de toutes les consignes de sécurité et s'engagent à les respecter,
- procédé à une visite des installations mises à leur disposition et plus particulièrement des locaux et voies d'accès qui seront effectivement utilisés,
- constaté l'emplacement du dispositif d'alarme, des moyens d'extinction d'incendie (extincteurs, bornes à incendie...) et auront pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours,
- accepté, qu'en toute circonstance, l'occupation des lieux s'exerce sous leur propre contrôle et surveillance ou celle de toute autre personne mandatée par leurs soins.

Au cours de l'utilisation des locaux communaux, intercommunaux et départementaux ils s'engagent à :

- contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités qui sont seuls autorisés à pénétrer dans les locaux,
- notifier et faire respecter aux utilisateurs toutes les règles de sécurité, de protection et de préservation des locaux et des équipements mis à disposition.

En cas de non-respect de ces dispositions, chacune des parties pourra, sur simple mise en demeure, interdire l'accès des locaux.

ARTICLE 5 : Mise à disposition réciproque à titre gracieux

La mise à disposition des installations citées à l'article 2 est consentie à titre gracieux, la Commune, la Communauté et le Département acquittant les charges de fonctionnement des équipements dont ils sont respectivement propriétaires.

ARTICLE 6 : Nettoyage, gardiennage et sécurité des gymnases départementaux

La Commune est responsable dans les conditions définies à l'article 8 ci-dessous des associations utilisatrices concernant le maintien de l'ordre et le respect des installations.

Le nettoyage des bureaux des professeurs et les abords des gymnases sont confiés à des agents départementaux en poste dans les collèges.

Le gardiennage et le nettoyage des gymnases des collèges sont confiés à des agents communaux, leurs interventions sont définies comme suit :

- de 6h00 à 8h00, seulement au collège St-Hilaire, en semaine, les week-ends et pendant les vacances scolaires ;
- de 16h30 à minuit en semaine et de 8h à 23h les week-ends et pendant les vacances scolaires : gardiennage et fermeture

Le Département assure la maintenance des gymnases départementaux et vérifie que les équipements utilisés par la Commune sont en parfait état de marche et de propreté et répondent aux normes de sécurité.

ARTICLE 7 : Nettoyage, gardiennage et sécurité des installations communales et intercommunales

Les Collèges sont responsables dans les conditions définies à l'article 8 ci-dessous du comportement des élèves dans l'ensemble des installations communales et intercommunales mises à disposition.

Le gardiennage et le nettoyage des installations communales et intercommunales sont confiés respectivement à des agents communaux et intercommunaux. Il s'agit de permettre aux élèves de pouvoir utiliser, à leur arrivée, des équipements propres et de les restituer dans le même état de propreté qu'initialement pour que le successeur puisse à son tour en user dans les mêmes conditions d'hygiène et de propreté.

La Commune et la Communauté assure la maintenance de leurs installations respectives et vérifient que les équipements qu'ils mettent à la disposition des collégiens sont en parfait état de marche et de propreté et répondent aux normes de sécurité.

ARTICLE 8 : Modalités de responsabilité réciproque des installations mises à disposition

La Commune et les Collèges ne pourront rien faire, ni laisser faire qui pourrait nuire aux locaux et aux matériels mis à leur disposition ou bien les détériorer. Ils s'engagent à restituer les locaux dans l'état où ils les auront trouvés.

La Commune et les Collèges seront pécuniairement responsables en cas de dégradations et s'engagent à réparer, à indemniser ou à rembourser toute détérioration faite aux locaux, aux matériels ou aux prestations mises à disposition ainsi que toute perte qui serait constatée au regard de l'inventaire du matériel, pendant le temps d'utilisation qui leur est réservé. Les frais seront facturés par les Collèges pour les gymnases départementaux, par la Commune pour les stades et la salle omnisports et par la Communauté pour la piscine.

La Commune et les Collèges, en tant qu'utilisateurs, s'ils en font le constat, s'informeront par courrier de tout problème de sécurité dont ils auraient connaissance ainsi que de toute atteinte qui pourrait être portée à la propriété et toute dégradation, perte ou détérioration qui viendraient à se produire, tant pour les locaux que pour le matériel mis à disposition.

A cet égard, une main courante est mise en place dans les installations mises à disposition réciproque. Toute anomalie constatée sur les locaux ou les matériels doit y être mentionnée avec l'indication des dates, heures et précisions des dégâts, dommages ou troubles constatés. Un procès verbal devra être concomitamment rédigé par le Collège concerné ou la Commune selon le cas et transmis à l'utilisateur responsable accompagné de photographies numériques des dégâts ou troubles constatés.

ARTICLE 9 : Assurances dommages

Préalablement à l'utilisation réciproque, chaque utilisateur s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant la responsabilité civile et les dommages pouvant résulter des activités qu'il organise.

De façon réciproque, chaque partie signataire de la présente est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés à l'activité des utilisateurs pouvant intervenir pendant l'utilisation, des vols d'objets personnels ou autres ainsi que pour les dommages subis aux biens entreposés par les utilisateurs.

Les utilisateurs sont responsables de la dégradation et du remplacement de leur propre matériel durant l'utilisation.

ARTICLE 10 : Inventaire et état des lieux

Un inventaire et un état des lieux de l'ensemble des installations citées à l'article 2, seront effectués par la Commune, la Communauté et les Collèges, au début et à la fin de la période d'utilisation. Ils seront datés et signés par les parties concernées et transmis pour information au Département.

Dans l'hypothèse où des matériels seraient détériorés ou auraient disparu de l'inventaire parmi ceux mis à la disposition, la Commune, la Communauté et le Collège s'engagent, après constat écrit dressé et notifié, à en assurer le remplacement à l'équivalent.

ARTICLE 11 : Dispositions financières

La mise à disposition des installations citées à l'article 2 est consentie à titre gracieux, la Commune et le Département acquittant les charges de fonctionnement des équipements dont ils sont propriétaires.

La Commune s'interdit de réaliser tout bénéfice ou plus-value financière lors de la mise à disposition auprès des associations, des locaux et équipements sportifs appartenant au Département. Cependant, la Commune est autorisée à appliquer aux organisateurs concernés le cas échéant, dans le cas d'une manifestation sportive avec entrée payante, la tarification en vigueur, jointe en annexe, qu'elle aura adoptée pour les installations sportives communales.

Dans l'hypothèse où des dégradations, des détériorations seraient constatées, ou si des matériels mis à disposition étaient abîmés ou auraient disparus de l'inventaire visé à l'article 9, la Commune ou le Collège selon le cas, s'engage à en assurer la prise en charge financière. Dans l'hypothèse où une des parties serait défaillante, un titre de recettes accompagné des justificatifs se rapportant aux biens en cause sera émis à titre de remboursement.

ARTICLE 12 : Durée

La présente convention est conclue pour les **années scolaires 2022/2023, 2023/2024 et 2024/2025**.

ARTICLE 13 : Dénonciation de la convention

La présente convention peut être dénoncée par les parties par lettre recommandée avec accusé de réception (RAR), à chacun des cocontractants :

- 1) Avant la fin de la période reconductible, avec un préavis de 3 mois, sans que chacun puisse prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.
- 2) À tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public.
- 3) À tout moment, un mois après mise en demeure formalisée (lettre RAR), si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties, ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par ladite convention.

ARTICLE 14 : Conditions spéciales

Les utilisateurs s'engagent à respecter toutes les conditions de la présente convention mais également tous les règlements et mesures que le Département et la Commune ont pris ou seraient amenés à prendre pour la conservation de leur patrimoine ou la modulation des créneaux d'utilisation, selon les besoins nécessaires.

ARTICLE 15 : Confidentialité et protection des données à caractère personnel

15.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par les cocontractants restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les cocontractants s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel et leurs sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, ils s'engagent à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par les cocontractants.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du/des titulaire(s) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du/des titulaire(s), en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

15.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

15.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 16 : Règlement des litiges

En cas de litige, la juridiction compétente sera le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Nice, le.....

« En autant d'exemplaires que de signataires plus un pour le contrôle de légalité »

Pour le Département :
Le Président,

Pour la Communauté d'agglomération :
Le Président,

Pour la Commune :
Le Maire,

Pour le Collège Canteperdrix :
Le Chef d'établissement,

Pour le Collège Carnot :
Le Chef d'établissement,

Pour le Collège Les Jasmins :
Le Chef d'établissement,

Pour le Collège Saint Hilaire :
Le Chef d'établissement,

Pour l'Institut Fenelon :
Le Chef d'établissement,

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par les partenaires qui portent également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que les partenaires, signataires de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier aux partenaires, signataires de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, Les partenaires dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doivent notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Les partenaires, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou

illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- les partenaires s'interdisent de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaire permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les partenaires fournissent une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Les partenaires s'engagent à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Les partenaires documenteront le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Les partenaires mettent à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.